

SUNDEP INFOS

LA BRÈVE DU SYNDICAT SOLIDAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

2022 fait une entrée fracassante dans nos vies d'enseignant.es, sous le signe d'une pandémie qui n'en finit pas de s'achever, sous le signe d'un X^e protocole intenable, sous le signe de déclarations totalement hors sol d'un ministre de plus en plus sinistre, sous le signe d'une réforme de plus en plus inique, en un mot sous le signe d'Omicron champion de la contamination. Au SUNDEP Solidaires, cette année 22, on vous la souhaite meilleure que la précédente, de toute façon.

Toutes et tous en grève le 13 janvier !

Face à l'incompétence chronique du Ministère de l'Éducation nationale, face à l'épidémie de Covid dont la vague Omicron poursuit son ascension vertigineuse, le SUNDEP Solidaires, à l'instar des organisations syndicales de l'enseignement public, appelle à la mobilisation générale de toutes et tous afin de faire entendre notre colère.

Nous réclamons des moyens pour pouvoir travailler en toute sécurité. Plus le nombre de contaminations augmente, moins le protocole devient protecteur ?! Quid d'une distribution de masques FFP2, portés par le ministre lors de ses déplacements, à tout.es les enseignant.es ? Quid d'un déploiement massif dans tous les établissements de purificateurs d'air, de capteurs de CO₂ ? Rien n'a été mis en place pour faire face à cette nouvelle explosion épidémique. Ce niveau d'amateurisme plus de deux ans après le début de la première vague n'est désormais plus tolérable. C'est l'épuisement qui gagne les personnels.

Le SUNDEP Solidaires appelle à la grève massive de tous les personnels des 1^{er} et 2nd degrés. Pour obtenir satisfaction, nous devons construire un véritable rapport de force !

Vague Omicron : on la surfe, coûte que coûte...

À l'heure d'Omicron, c'est bien à une rentrée sous tension que les enseignant.es ont dû faire face tout en essayant d'éviter de boire la tasse. En effet, depuis la rentrée des classes, les écoles, les collèges et les lycées sont confrontés à une explosion des cas de Covid-19. Les professeur.es, les élèves et leurs familles doivent, depuis, jongler dans un climat anxigène avec un nombre important de tests à J+0, J+2, J+4. Ces mises en place sont le fruit de la volonté d'un gouvernement qui, sous de faux prétextes pédagogiques, tient à ouvrir les établissements, coûte que coûte.

« Dans un mois ça ira mieux » ne cesse de dire J.M. Blanquer face à cette situation ubuesque qui se dégrade de jour en jour, voire d'heure en heure. À l'échelle mondiale, l'OMS assure pourtant que la situation sanitaire est toujours préoccupante, notamment à cause des nombreux variants de la Covid-19. En cette période électorale, c'est bien avec la santé des enseignant.es que le ministre parie, sans aucun problème. Pourtant depuis le printemps 2021, jamais autant de classes n'avaient été fermées. On ne compte plus, à Paris comme en régions, les établissements dans lesquels des enseignant.es tirent la sonnette d'alarme face un à nombre de contaminations hallucinant : plus de 70 % des élèves touché.es sur certains sites !

Néanmoins, les professeur.es tentent de faire cours en présentiel tout en assurant le suivi des élèves absent.es, un vrai parcours du/de la combattant.e !

Quand le candidat Macron s'intéresse au temps de travail des enseignant.es....

En même temps, il fallait s'attendre à ce que le presque candidat président dévoile sa vision régaliennne sur son projet d'école du futur. C'est chose faite depuis le début de l'année et forcément E. Macron affiche une image à la fois démagogue et libérale. En effet, le candidat président se dit prêt à revaloriser le salaire des enseignant.es tout en repensant à leur temps de travail, le tout en réinventant la fonction. Si la première proposition fait sans conteste l'unanimité, il n'en va pas de même avec les suivantes.

Pour les justifier, le chef de l'État se réfère à une note de la Cour des comptes publiée mi-décembre où était recommandée une réorganisation du système scolaire autour des chef.fes d'établissements, en y intégrant une forme de rémunération au mérite des enseignant.es dont le temps de travail serait annualisé.

Chaque établissement devrait être libre de penser, de manière autonome, son projet pédagogique incluant son propre aménagement du temps scolaire, à la manière des « écoles laboratoires » marseillaises. De telles initiatives ont d'ailleurs déjà été envisagées sans preuve de leur bon fonctionnement. De plus, à partir du moment où les directeurs et directrices recrutent leurs équipes, l'égalité en matière d'éducation n'est plus garantie.

L'exécutif actuel propose donc également de modifier les obligations de service des enseignant.es en offrant de diversifier leurs différentes missions. Celles et ceux qui prendraient, par exemple, en charge des missions de remplacement pourraient améliorer leur rémunération. Idem s'agissant de suivre des stages, des formations sur le temps de vacances des professeur.es, vacances qui n'en seront plus vraiment, *de facto*. Bien sûr, dans un premier temps, ces propositions seront acceptées sur la base du volontariat... bien sûr.

Il faut récompenser les amoureux du métier, à savoir ceux et celles qui, de la maternelle au lycée, s'impliquent réellement dans leur métier comme l'écrit Sacha Houli, député LREM en charge des questions d'éducation dans le cadre de la préparation de la campagne. Parce que les autres, leur métier, forcément ils ne l'aiment pas...

L'autre date du mois : le 27 janvier 2022...

Les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, ainsi que les organisations de jeunesse FIDL, MNL, UNEF et UNL, appellent l'ensemble des Français.es à se mobiliser à l'occasion d'une journée de manifestations et de grève générale et nationale le jeudi 27 janvier 2022.

À cette occasion, le SUNDEP se montre particulièrement solidaire des AESH dont la mobilisation du 19 octobre dernier a été couronnée de succès.

Les AESH sont parmi les personnels les plus précaires de l'Éducation nationale. Recruté.es sur des temps partiels subis, leur salaire mensuel est en moyenne de 800 euros. On est donc bien loin du Smic mensuel.

Le SUNDEP Solidaires encourage toutes les initiatives qui favoriseront une apparition forte des AESH (rassemblements, cortèges spécifiques...). Les assemblées générales seront l'occasion de mener le débat pour renforcer la mobilisation dans l'action commune la plus large possible.

Cinq lettres en majuscules : SEGPA.

Le 2 janvier dernier, C. Hanouna a dévoilé sur son compte Twitter le nouveau film qu'il coproduit, intitulé "Les Segpas".

Ce triste sire du PAF ne devait peut-être pas s'attendre à ce déferlement de réactions négatives suite à la diffusion de la BA de son film.

Et pour cause, les internautes lui reprochent de stigmatiser des élèves déjà en difficulté scolaire et dont l'estime d'eux-mêmes, d'elles-mêmes, est parfois lourdement entamée.

